



L'année 2020 a été marquée par une grave crise sanitaire liée au virus de la Covid-19, qui a aggravé la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies. Elle est pour de très nombreuses entreprises, notamment les plus grandes, le prétexte pour effectuer des restructurations avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois à la clé.

Cette situation dramatique frappe en particulier les plus jeunes : ceux qui comptaient sur ces emplois pour financer difficilement leurs études ainsi que ceux qui sont en quête d'un premier job et d'une première expérience professionnelle.

Cette situation a également des conséquences graves sur la vie quotidienne de nombreux citoyens, la pauvreté se développe et les associations caritatives voient exploser les demandes d'aide alimentaire.

Plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines, s'ajoutant aux centaines de milliards du premier plan de soutien « Covid ». Mais à quoi et à qui va servir cet argent public ?

Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé des suppressions d'emplois, et toutes les catégories professionnelles sont aujourd'hui touchées.

Rien pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021 : ce qui fera passer le taux horaire de 10,15€ à 10,25€. Alors même que, fin 2020, selon l'Unedic le pays compte 900 000 privés d'emploi et un million de pauvres supplémentaires, le CAC 40 a gagné 1000 points en trois semaines. Depuis sa création, les résultats de novembre 2020 sont les meilleurs encore jamais enregistrés.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

Il n'y a pas de fatalité au chômage, à la précarité. Tout est une question de choix, avant tout des choix politiques et gouvernementaux. C'est pourquoi l'intersyndicale CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNEF et UNL propose des solutions concrètes et immédiates, notamment :

- La conditionnalité de toutes les aides publiques au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;
- Le développement des services publics sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique ;
- Une autre réforme de l'assurance chômage avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- Une revalorisation significative du SMIC ainsi que la réduction du temps de travail ;
- Un plan d'investissement dans les universités et les CROUS et un plan d'urgence pour les étudiants

L'intersyndicale CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNEF et UNL appelle à une journée interprofessionnelle de mobilisations et de grève le 4 février 2021.

ANGERS : 10H30 PLACE DU RALLIEMENT

SAUMUR : 10H30 PLACE BILANGE

CHOLET : 10H30 PLACE TRAVOT

SEGRE : 14H30 PLACE DU PORT